

Communiqué de presse

Objet **Luttons intelligemment contre le risque terroriste**

Contacts François Pointet, président section vert'libéraux Vaud, 079,586.64.87
Laurent Seydoux, vice-président du parti Suisse des vert'libéraux, 079/203.74.05
Mauro Moruzzi, président section vert'libéraux Neuchâtel, 079/659.99.10
Isabelle Chevalley, Conseillère national, 079/627.92.30
Claire Richard, députée au Grand Conseil vaudois, 079/485.80.72

Date 01.12.2015

Passé la période de deuil et de respect pour les victimes de Paris, les vert'libéraux sont prêts à faire des propositions concrètes pour lutter contre le risque terroriste en Suisse.

Les attentats de Paris ont mis encore une fois en évidence le fait que nombre de terroristes djihadistes proviennent d'Europe. Même si la Suisse n'est pas directement impliquée dans les conflits qui font rage au Moyen-Orient ou en Afrique du Nord, il serait naïf de penser que nous sommes à l'abri d'individus fous radicalisés. Dès lors, il s'agit de prendre les mesures adéquates et mesurées, nécessaires afin de protéger notre population à court et à long terme.

Le Conseil fédéral a récemment publié deux rapports, intitulés « Stratégie de la Suisse pour la lutte antiterroriste » et « Mesures de lutte prises par la Suisse contre le terrorisme à motivation djihadiste ». Ces rapports mettent en évidence le fait que certaines mesures relèvent des cantons. C'est pourquoi les vert'libéraux vont initier des actions à la fois aux niveaux cantonal et fédéral.

Au niveau cantonal, des interpellations seront déposées dans les cantons de Vaud et de Neuchâtel. Il s'agit de demander la mise sur pied d'une permanence cantonale à disposition des proches craignant la radicalisation d'une jeune personne. Il faut aussi envisager un centre de dé-radicalisation pour les jeunes de retour de zones de conflit. Cela pourrait se faire en collaboration entre les cantons romands. Enfin, il est nécessaire que les autorités cantonales compétentes disposent d'une base légale qui leur permette de signaler des personnes devant être surveillées.

Au niveau fédéral, notre conseillère nationale Isabelle Chevalley, déposera rapidement une question au Conseil fédéral afin de savoir si la Confédération a mis nos centrales nucléaires en alerte, sachant que si un attentat devait être commis contre ces centrales le résultat pourrait être catastrophique pour tout le pays. D'autre part, elle déposera également un postulat demandant que la Suisse étudie la possibilité de se passer de pétrole. Le nerf de la guerre c'est l'argent, et ce n'est un secret pour personne que les groupes extrémistes actifs en Afrique du Nord et au Moyen-Orient se financent, entre autre, par l'argent du pétrole.

D'autre part, nous soutenons la révision de la loi sur le renseignement et celle de la loi sur la surveillance du courrier postal et des télécommunications comme l'a fait le groupe parlementaire. Il est impératif que ces loi puissent entrer rapidement en vigueur afin de donner les outils nécessaire au pouvoir judiciaire de faire son travail.